

Quelle est l'opinion des leaders politiques suisses sur «l'économie verte»? Tour d'horizon.

par Andreas Valda

«Dans le secteur du recyclage, la Suisse est pratiquement championne du monde.»

immodossier

L'environnement est-il menacé? Voici la question posée par IMMORAMA aux leaders des quatre grands partis politiques représentés au gouvernement. Florilège.

Pour Roger Nordmann, vice-président du Parti socialiste (PS), le défi au regard de l'environnement et du changement climatique est «de changer progressivement les bases énergétiques pour pouvoir maintenir la prospérité», et «d'arrêter le gaspillage» insiste Robert Cramer, élu Vert et conseiller aux Etats de Genève. Pour le Parti libéral-radical (PLR) et le Parti démocrate-chrétien (PDC), il s'agit de «réduire le taux de consommation des ressources naturelles (air, eau et sol) sans limiter la compétitivité de notre économie et de notre agriculture», comme le mentionne Jacques Bourgeois, conseiller national PLR à Fribourg et directeur de l'Union suisse des paysans. Dans le même esprit, Yannick Buttet, conseiller national valaisan PDC se penche sur l'aspect international: «Pour avoir un réel effet, les solutions doivent se trouver au niveau international ou du moins être partagées par les principales forces économiques mondiales.» Albert Rösti, conseiller national bernois et leader UDC, ajoute: «Le défi consistera d'une part à mettre en adéquation les revendications légitimes des pays tiers et des pays émergents en matière de développement et de consommation, et d'autre part la protection de l'environnement.»

Qu'en est-il des résultats?

Roger Nordmann et Albert Rösti ont mis en avant ce qui a déjà été fait. «La Suisse a réussi à réduire ses émissions malgré sa croissance économique et l'augmentation massive de sa population, et a atteint les objectifs fixés par le Protocole de Kyoto.» Dans le secteur des matières premières, la consommation a pu être réduite grâce aux nouvelles technologies. «Dans le secteur du recyclage, la Suisse est pratiquement championne du monde», souligne Rösti. De son côté, Bourgeois mentionne aussi l'étiquette-énergie comme un exemple de réussite. «La Suisse a introduit un système d'étiquettes qui informent le consommateur, avant l'achat, sur le taux d'efficacité énergétique.» Et selon Buttet, la sortie du nucléaire représente un progrès: «La décision de sortir du nucléaire a été historique et il s'agit maintenant de la concrétiser.»

Les représentants du PS considèrent que la mobilisation des gens constitue une réussite majeure: «Economie verte, en soi, c'est un slogan fédérateur.» L'assainissement de l'eau et les normes européennes en matière de consommation pour les véhicules sont des exemples de réussite. Les embouteillages sont, en revanche, un échec: «La consommation d'essence des voitures aurait pu reculer plus vite. La politique a failli.»

...Et des ambitions?

L'ambition de Nordmann serait «d'accélérer les technologies, comme le photovoltaïque ou l'isolation des bâtiments à large échelle, en créant un cadre qui permette d'investir et en bloquant les pistes contre-productives, comme l'importation de courant d'origine charbonnière, très polluante.» L'objectif de Cramer serait «que les déchets soient la matière première d'une autre d'où le nom d'économie circulaire.» Buttet déclare que seuls les projets ayant «vraiment du sens» et «qui apportent un bénéfice tant environnemental qu'économique» peuvent entrer en ligne de compte. Il pense que la Suisse est «à la pointe en matière de technologies vertes» et a une «vision durable de la production et de la consommation énergétique.» «Nous devons être un modèle sans pénaliser exagérément nos entreprises.»

Dans le même temps, le PS et les Verts demandent la mise en place de taxes incitatives et l'application d'une obligation légale visant à réduire la consommation des ressources et à recycler. Le PDC préconise l'application de certaines règles coercitives («un système d'incitation voire même d'imposition, dans certains cas, serait incontournable»), tandis que l'UDC privilégie le caractère facultatif. «Chaque branche a investi des milliards dans l'optimisation des processus permettant d'économiser les ressources et l'énergie.» Les résultats confirment que «seules les mesures facultatives au niveau économique ont permis d'arriver à cet objectif». Il en démontre les avantages: «Les projets écologiques doivent générer un gain pour l'entreprise qui investit, que ce soit par la baisse des coûts de production résultant d'économies en termes de matériel et d'énergie, ou par la réduction des coûts de transport.» C'est aussi un atout en termes d'image. Pour de nombreuses entreprises, c'est «l'occasion de mieux se positionner dans la société». ■